

Pourquoi nous n'avons pas siégé

C

Aujourd'hui s'est tenu un CTPIR sur le thème de la formation. Le thème principal concerne les propositions de formations des différents PTF de la DIR IDF-OM. Nous savons que la formation est en suris. Sarkozy a annoncé la remise en cause de la formation comme l'un des axes de la RGPP de Juin 2010. La « si chère » pédagogie ne sera qu'un dommage collatéral de plus. Les enjeux ne sont pas de savoir si nous validons le travail des différents PTF qui se seront acquittés de leur tâche en tenant compte des lourdes contraintes. La seule question qui vaille est celle de leur avenir. Parler d'un plan triennal 2011-2013 est bien présomptueux avant les annonces du gouvernement.

G

T

-

P

J

J

Notre motivation à ne pas siéger porte sur ce que la DIR IDF-OM appelle « expérimentation » des agents de sécurité à Pantin. Nous y voyons le début de la privatisation des hébergements du service public de la PJJ. Cela survient comme par hasard après la tentative de recrutement d'intérimaires sur cette région.

Nous avons écrit au DIR pour demander le retrait immédiat de cette expérimentation, condition sine qua non à notre participation au CTPIR. Sa réponse a été sans appel : C'est non ! Il refuse ce genre d'ultimatum qui ne fait pas partie de sa pratique de dialogue social. Nous notons que c'est une conception bien étrange du dialogue social, que d'inviter à discuter une fois que les choses sont posées. C'est la stratégie du « fait accompli »...Et nous, nous devrions accepter cette règle du jeu.

I

D

F

Nous avons de forts doutes sur le fait que l'expérimentation ne porte effectivement que sur un seul établissement alors qu'il est proposé aux autres hébergements, y compris des DOM. Nous ne réduirons pas ce genre d'initiative à un tour de passe-passe entre les budgets alloués aux ressources humaines et à ceux du fonctionnement...C'est un choix politique fondé sur une logique qui vise à remplacer des personnels éducatifs par ceux de la filière sécuritaire.

Enfin, nous avons remis sur le tapis les problèmes de paiements des factures, non résolus à ce jour. Mais force est de constater que nous serons également invités à en discuter pour faire un constat réaliste de la situation courant juin...Heureusement que le DIR déclarait le 26 avril à la CGT que le problème était résolu !

-

Il semble que la DIR cherche des boucs-émissaires. Si Chorus n'est pas pour rien dans ce qui arrive, les fermetures de postes et le fonctionnement chaotique de la plate-forme sont de sa seule responsabilité.

Donc aujourd'hui ressemblera à hier pour les personnels de terrain :

Soyez patients et Souffrez en silence.

O

M